

M. Cardin: Puis-je poser une question complémentaire? Dois-je déduire de la réponse du ministre que le Gouvernement ne fera effectivement pas la contre-proposition dont j'ai parlé?

L'hon. M. Fleming: Le Gouvernement n'a certainement pas fait de telle proposition.

M. Cardin: Et il n'en fera pas?

L'hon. M. Fleming: Le député se contenterait-il de la réponse que je lui donne aujourd'hui et attendrait-il que je satisfasse la curiosité de mon excellent ami le député d'Essex-Est (M. Martin) au sujet de l'exposé que je veux faire à l'égard des différentes conférences commerciales tenues récemment?

LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

L'OFFICE NATIONAL DU FILM—RUMEURS DE SON ABSORPTION PAR RADIO-CANADA

A l'appel de l'ordre du jour.

M. E. G. Hansell (Macleod): J'aimerais poser une question au ministre du Revenu national. Le Gouvernement est-il disposé à confirmer ou à démentir la nouvelle voulant que Radio-Canada se charge de l'administration de l'Office national du film?

L'hon. George C. Nowlan (ministre du Revenu national): Monsieur l'Orateur, le Gouvernement n'est naturellement pas en mesure de confirmer ni de démentir une nouvelle concernant la ligne de conduite de Radio-Canada, qui, société de la Couronne indépendante, ne relève pas, pour le moment, du Gouvernement. Je rappelle qu'en vertu de la loi en cause le ministre a simplement le pouvoir de faire rapport au Parlement. Dans le cadre de ces pouvoirs restreints, je puis dire à mon honorable ami que je n'ai, ni directement ni indirectement, entendu parler de l'intention de la Société Radio-Canada de prendre à sa charge l'administration de l'Office national du film.

L'hon. J. W. Pickersgill (Bonavista-Twillingate): J'ai une question complémentaire à poser. Le ministre des Finances est-il d'accord avec ce qui vient d'être dit à propos des rapports existant entre Radio-Canada et le Gouvernement, car c'est un point de vue qu'il n'a jamais exprimé quand il siégeait de ce côté-ci de la Chambre?

L'hon. M. Nowlan: Il ne s'agissait pas alors du même ministre.

L'hon. Donald M. Fleming (ministre des Finances): J'affirme à l'importun qui vient de poser cette question que le ministre du Revenu national et moi-même nous entendons dans une mesure que ses collègues et lui-même auraient pu envier.

[L'hon. M. Fleming.]

LES PARCS NATIONAUX

CARTIER-BRÉBŒUF—ALLUSION À UNE DÉCLARATION DU PREMIER MINISTRE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Jean Lesage (Montmagny-L'Islet): Pourrais-je demander au premier ministre quelles mesures il a prises pour donner suite à ce qu'il a promis récemment à Québec, aux membres de la Société St-Jean-Baptiste, de faire du parc Cartier-Brébœuf un parc historique national?

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Je remercie mon honorable ami de me poser cette question. J'avoue être très préoccupé de ce qu'en notre pays tant de nos sites historiques restent abandonnés et sombrent dans l'oubli. Je n'en citerai pour exemple que le vieil édifice de la Cour suprême du Canada, ici à Ottawa...

L'hon. M. Lesage: Je parle de Québec.

Le très hon. M. Diefenbaker: ...édifice où sept premiers ministres du Canada ont eu l'occasion de plaider. Je me rends parfaitement compte qu'il y a des mesures à prendre à ce propos. A Québec, j'ai été très ému par la cérémonie à laquelle j'ai assisté. J'ai visité les lieux où Jacques-Cartier a passé l'hiver qui devait pour ainsi dire mettre fin à son exploration de ce qui est maintenant le Canada. J'ai alors exprimé l'idée qu'on pourrait faire de ces lieux un site historique national. On prend des dispositions à cet effet. Une enquête approfondie est en cours. Dès que nous pourrions déclarer en quoi consisteront exactement ces dispositions, je ne manquerai pas de les faire connaître.

L'hon. M. Lesage: Pourrais-je encore, monsieur l'Orateur, demander au premier ministre ou au ministre du Nord canadien et des Ressources nationales ce qui se fait ou ce qui a été fait?

Le très hon. M. Diefenbaker: Je n'ai jamais eu connaissance dans le passé, monsieur l'Orateur, qu'on ait précisé à ce point. Je parle du but visé et des dispositions générales que nous avons prises. Je n'ai pas à entrer dans les détails de l'exécution car la Chambre ne peut procéder à ces examens minutieux que lors de la discussion des crédits.

L'hon. J. W. Pickersgill (Bonavista-Twillingate): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au premier ministre s'il serait disposé, en principe, à prendre des dispositions analogues à l'égard de la région du cap Bonavista, découvert par Cabot, et où Cartier a lui aussi débarqué avant de se rendre à Québec.